



Arrêt

**n° 259 846 du 31 août 2021
dans l'affaire X / III**

En cause : X

**Ayant élu domicile : au cabinet de Maître S. VAN ROSSEM
 Violetstraat 48
 2060 ANTWERPEN**

Contre :

**l'Etat belge, représenté par le Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration, chargé de la
Simplification administrative et désormais par le Secrétaire d'Etat à l'Asile et la
Migration**

LA PRÉSIDENTE F.F. DE LA III^{ème} CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 26 juin 2018, par M. X, qui se déclare de nationalité congolaise (R.D.C.), tendant à la suspension et l'annulation de l'ordre de quitter le territoire avec maintien en vue d'éloignement et de l'interdiction d'entrée, pris le 10 juin 2018.

Vu le titre Ier *bis*, chapitre 2, section IV, sous-section 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, dite « la loi » ci-après.

Vu la note d'observations et le dossier administratif.

Vu l'arrêt n° 205 433 du 18 juin 2018 de ce Conseil.

Vu l'ordonnance du 17 juin 2021 convoquant les parties à l'audience du 16 juillet 2021.

Entendu, en son rapport, V. DELAHAUT, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, Me H. VAN NIJVERSEEL *loco* Me S. VAN ROSSEM, avocat, qui comparaît pour la partie requérante, et Me L. RAUX *loco* Mes D. MATRAY et S. MATRAY, avocat, qui comparaît pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. Faits pertinents de la cause

Le requérant expose les faits de la cause comme suit :

« Verzoeker is afkomstig uit Congo.

Verzoeker heeft familie in Europa, nl. zijn broers en zus (België en Duitsland).

Op 11.06.2018 ontving verzoeker een bevel om het grondgebied te verlaten met vasthouding met oog op de verwijdering (bijlage 13septies) en een inreisverbod (bijlage 13sexies), reeds genomen op 10.06.2018.

Verzoeker diende op 15.06.2018 een beroep in bij uiterst dringende noodzakelijkheid bij de RvV. Hierdoor werd de schorsing van het bevel om het grondgebied te verlaten (met vasthouding met het oog op verwijdering) bevolen, die werd verworpen door de RvV. Dat verzoeker zich niet akkoord kan verklaren met de beslissingen d.d. 10.06.2018 en hiertegen dan ook beroep wenst aan te tekenen."

Les décisions qui constituent les actes attaqués sont motivées comme suit :

- S'agissant de l'ordre de quitter le territoire avec maintien en vue d'éloignement :

« Préalablement à cette décision, l'intéressé a été entendu par la zone de police de Namur le 10/06/2018 et ses déclarations ont été prises en compte.

L'ordre de quitter le territoire est délivré en application de l'article / des articles suivant(s) de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers et sur la base des faits et/ou constats suivants :

Article 7, alinéa 1^{er} :

■ 1° s'il demeure dans le Royaume sans être porteur des documents requis par l'article 2;

L'intéressé n'est pas en possession d'un passeport valable ni d'un visa/titre de séjour valable au moment de son arrestation.

L'intéressé refuse manifestement de mettre un terme à sa situation illégale. De ce fait, un retour forcé s'impose.

L'intéressé a déjà reçu un ordre de quitter le territoire notifié le 01/12/2015. Et un nouveau délai pour quitter le territoire dans les 10 jours a été accordé à l'intéressée (sic) le 13/02/2016 (valable jusqu'au 23/02/2016). Ces décisions d'éloignement n'ont pas été exécutées. Il est peu probable qu'il obtempère volontairement à cette nouvelle mesure.

L'intéressé a introduit une demande d'asile le 01/07/2015. Cette demande a été refusée par le Commissariat Général aux Réfugiés et aux Apatrides dans sa décision du 30/10/2015. L'intéressé a reçu un ordre de quitter le territoire (Annexe 13 quinquies CGRA 30 jours) le 21/11/2015. Suite à un recours suspensif introduit auprès du Conseil du Contentieux des Etrangers le 27/11/2015, la demande a été définitivement rejetée par le Conseil du Contentieux des Etrangers dans son Arrêt du 28/01/2016. Un nouveau délai pour quitter le territoire dans les 10 jours a été accordé à l'intéressée (sic) le 13/02/2016.

L'intéressé a été entendu le 10/06/2018 par la zone de police de Namur et ne pas (sic) avoir d'enfant mineur en Belgique.

Selon le dossier administratif il apparaît que la sœur ([D.R.], née le [xxx]) de l'intéressée (sic) est de nationalité belge. Toutefois, l'éloignement de l'intéressée (sic) n'est pas disproportionné par rapport au droit à la vie familiale et n'implique pas une rupture des relations familiales mais seulement un éventuel éloignement temporaire, ce qui en soit, n'est pas un préjudice grave. En effet , sa sœur peut se rendre au Congo (RD).

L'intéressé déclare qu'il n'a pas de problème de santé.

Ainsi, le délégué du Secrétaire d'Etat a tenu compte des dispositions de l'article 74/13 dans sa décision d'éloignement.

Article 74/14 : Motif pour lequel aucun délai n'est accordé pour le départ volontaire :

☐ Article 74/14 § 3, 1° : il existe un risque de fuite

Il existe un risque de fuite dans le chef de l'intéressé:

4° L'intéressé a manifesté sa volonté de ne pas se conformer à une mesure d'éloignement.

L'intéressé n'a pas obtempéré à l'ordre de quitter le territoire du 21/11/2015 qui lui a été notifié le 01/12/2015. Cette précédente décision d'éloignement n'a pas été exécutée. Il est peu probable qu'il donne suite volontairement à cette nouvelle décision.

Reconduite à la frontière

[...]

Maintien

[...] ».

- S'agissant de l'interdiction d'entrée :

« A Monsieur, qui déclare se nommer :

Nom : [xxx]

Prénom : [xxx]

Date de naissance : [xxx]

Lieu de naissance : **Kinshasa**

Nationalité : **Congo (Rép. dém.)**

une interdiction d'entrée d'une durée de **3** ans est imposée,

sur le territoire belge ainsi que sur le territoire des Etats qui appliquent entièrement l'acquis de Schengen, sauf s'il possède les documents requis pour s'y rendre.

La décision d'éloignement du 10/06/2018 est assortie de cette interdiction d'entrée. ~~Une décision d'éloignement a été notifiée à l'intéressé(e) le~~⁽¹⁾

MOTIF DE LA DECISION :

L'interdiction d'entrée est délivrée en application de l'article mentionné ci-dessous de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers et sur la base des faits suivants :

Article 74/11, § 1^{er}, alinéa 2, de la loi du 15 décembre 1980, la décision d'éloignement est assortie d'une interdiction d'entrée, parce que :

☐ 1° aucun délai n'est accordé pour le départ volontaire et/ou ;

☒ 2° l'obligation de retour n'a pas été remplie.

Il existe un risque de fuite dans le chef de l'intéressé:

4° L'intéressé a manifesté sa volonté de ne pas se conformer à une mesure d'éloignement.

L'intéressé n'a pas obtempéré à l'ordre de quitter le territoire du 21/11/2015 qui lui a été notifié le 01/12/2015. Cette précédente décision d'éloignement n'a pas été exécutée. Il est peu probable qu'il donne suite volontairement à cette nouvelle décision.

Motifs pour lesquels une interdiction d'entrée est infligée à l'intéressé.

La décision d'éloignement est assortie d'une interdiction d'entrée de deux ans, parce que :

L'intéressé a été entendu le 10/06/2018 par la zone de police de Namur et ne pas (sic) avoir d'enfant mineur en Belgique.

Selon le dossier administratif il apparaît que la sœur ([D.R.], née le [xxx]) de l'intéressée (sic) est de nationalité belge. Toutefois, l'éloignement de l'intéressée (sic) n'est pas disproportionné par rapport au droit à la vie familiale et n'implique pas une rupture des relations familiales mais seulement un éventuel éloignement temporaire, ce qui en soit, n'est pas un préjudice grave. En effet , sa sœur peut se rendre au Congo (RD).

L'intéressé déclare qu'il n'a pas de problème de santé.

Ainsi, le délégué du Secrétaire d'Etat a tenu compte des dispositions de l'article 74/13 dans sa décision d'éloignement.

L'intéressé n'a pas hésité à résider illégalement sur le territoire belge. Considérant l'ensemble de ces éléments et l'intérêt du contrôle de l'immigration, une interdiction d'entrée de 2 ans n'est pas disproportionnée ».

2. Question préalable

A l'audience, le conseil du requérant signale que son recours est devenu sans objet en tant qu'il est dirigé contre l'ordre de quitter le territoire avec maintien en vue d'éloignement dès lors que le requérant est parti en Allemagne.

Il y a dès lors lieu de lui en donner acte.

3. Exposé du moyen d'annulation dirigé à l'encontre de l'interdiction d'entrée

Le requérant prend un premier moyen, en réalité un unique moyen, libellé notamment comme suit :
« Eerste middel: schending van artikel 62 van de vreemdelingenwet, schending van de Wet van 29 juli 1991 m.b.t. de motiveringsverplichting, schending van het zorgvuldigheidsbeginsel en schending van art. 3 van het EVRM

Verzoeker kreeg een bijlage 13 sexies (inreisverbod) betekend.

Dat de beslissing van de staatssecretaris voor Asiel en Migratie onterecht genomen werd.

De bestreden beslissing schendt immers alle beginselen van behoorlijk bestuur. Bovendien zullen art. 3 en 8 van het EVRM, alsook het IVRK geschonden worden, indien verzoeker dient terug te keren naar Congo en gedurende 3 jaar de staten die het Schengenacquis ten voile toepassen niet mag betreden.

IV. 1. Schending van de beginselen van behoorlijk bestuur

Schending van het zorgvuldigheidsbeginsel

Verwerende partij schendt de zorgvuldigheidsplicht door geen rekening te houden met ALLE elementen en het GEHEEL van elementen in dit dossier.

Verzoeker is opgepakt na een feestje bij zijn familie.

Hij is vastgehouden door de politie, die verzoeker zwaar mishandeld heeft, waardoor hij een periode in het hospitaal heeft verbleven. Hij werd daarna, op bevel van DVZ, naar Merksplas overgebracht.

Verzoeker beroept zich op een aantal elementen die hij verklaarde bij de politie waar men blijkbaar geen rekening mee gehouden heeft en andere elementen die hij zelfs niet heeft kunnen verklaren of toelichten.

Hij stelt dat hij niet terug kan naar Congo omdat hij dan vreest voor zijn leven.

Het is zoals reeds gesteld zeer onzorgvuldig van verwerende partij om hier geen nieuw onderzoek te doen naar de actuele situatie ter plaatse en de schending van art. 3 van het EVRM in het kader van de nieuwe ontwikkelingen in Congo. Zij verwijzen hier louter naar het onderzoek dat het CGVS zou gevoerd hebben in het kader van zijn asielaanvraag, doch dit onderzoek was in het kader van zijn asielaanvraag en dateert van 2015. Verwerende partij dient zelf ook een onderzoek te voeren en kan niet louter verwijzen naar de voorgaande en achterhaalde onderzoeken.

Uiteraard kan men hier wel naar verwijzen maar moet zeker opgemerkt worden dat dit onderzoek dateert van 2015, een drietal jaar geleden.

Sindsdien is de situatie in Congo veranderd en vooral verslechterd. Hiervan wordt geen melding gemaakt in de beslissing.

Bovendien heeft hij een vriendin, mevrouw [K.S.], die zwanger is van hun eerste kindje.

Zijn zus is Belgische, zijn broer is Duitser en hij verblijft dus afwisselend bij zijn broer en zus. Hij heeft dan ook zijn vriendin in Duitsland ontmoet. Hij heeft geen familie meer in Congo en geen netwerk dat hem kan opvangen, dit netwerk bevindt zich in Europa.

Artikel 3 en artikel 8 van het EVRM zijn dan ook van toepassing.

Ook is verzoeker hardhandig aangepakt door de politie. Hij werd hiervoor zelfs behandeld in het ziekenhuis.

Hieruit blijkt nogmaals de onzorgvuldigheid waarmee ze dit dossier hebben behandeld.

In het inreisverbod wordt volgende gesteld:

"Une interdiction d'entrée d'une durée de 3 ans est imposée,...

La décision d'éloignement est assortie d'une interdiction d'entrée de deux ans, parce que... »

Is het inreisverbod voor 2 of 3 jaar genomen ?! Het inreisverbod op zich spreekt zich al tegen.

Dat alleen daarom al de beslissing moet vernietigd worden gezien de beslissing zichzelf tegensprekt.

Men legt een verbod op voor 3 jaar, houdt slechts met enkele elementen in het dossier rekening te worden gehouden om te stellen dat een inreisverbod ten belope van 2 jaar niet proportioneel is.

Deze tegenstrijdigheid geeft de onzorgvuldigheid weer waarmee dit dossier werd behandeld.

Er kan duidelijk gesteld worden dat verwerende partij onzorgvuldig met dit dossier is omgesprongen.
[...]

Dit houdt ook een schending in van het motiveringsbeginsel

Dat de bestreden beslissing niet redelijk te verantwoorden is en niet zorgvuldig werd genomen zoals reeds hierboven reeds meermaals aangehaald.

Dat aldus de bestreden beslissing een schending is van de motiveringsverplichting zoals bepaald in de wet van 29.07.1991 door met hogervermelde elementen geen rekening te houden.

Hieruit volgt dus dat deze niet op een degelijke wijze is gemotiveerd en daarbij de motiveringsplicht schendt.

De motiveringplicht gebiedt dat iedere bestuurshandeling gedragen wordt door motieven die in rechte en in feite aanvaardbaar zijn. De motieven moeten bijgevolg minstens kenbaar, feitelijk juist en draagkrachtig zijn.

(dit wil zeggen de beslissing rechtens kunnen dragen en verantwoorden).

De motiveringsplicht creëert dus plichten voor het bestuur op het ontologische vlak van de besluitvorming. De zijnsgrond van het besluit moet gedetermineerd zijn door een correcte toepassing van het toepasselijke materiële en formele recht (juridische motieven) op de feiten uit de het administratief dossier.

De motiveringsplicht geeft vorm aan de ratio essendi van het besluit.

Uit de bestreden beslissing blijkt dat er geen grondig, recent en individueel onderzoek naar de situatie van verzoeker werd gevoerd.

Dit wordt ook vermeld in de bestreden beslissing zelf.

Dat de bestreden beslissing t.a.v. verzoeker, gelet op het voorgaande de materiële motiveringsverplichting flagrant schendt aangezien verwerende partij op grond van de feitelijke gegevens de aanvraag van verzoeker niet correct heeft beoordeeld en bovendien onredelijk en onzorgvuldig tot haar besluit is gekomen.

Zij motiveren in het bevel om het grondgebied te verlaten dat art. 3 van het EVRM niet geschonden is gezien het CGVS reeds in het verleden geoordeeld heeft het asielstatuut of het statuut van subsidiair beschermde te weigeren, doch dit is niet voldoende. om te stellen dat artikel 3 van het EVRM niet geschonden zou worden. Er dient in casu een nieuw, recent en grondig onderzoek te gebeuren hiernaar.

Dat DVZ zich niet zomaar kan beroepen op een onderzoek als vluchteling drie jaar geleden, zonder een recent, grondig en individueel onderzoek in het kader van zijn familiale en politieke toestand en de actuele toestand in het land van herkomst.

Dat aldus de bestreden beslissing van verwerende partij onterecht werd genomen en de bestreden beslissing een schending is van de motiveringsverplichting zoals bepaald in de wet van 29.07.1991 door geen rekening te houden met ALLE aangehaalde elementen en dit in zijn geheel had moeten beoordelen.

Verzoeker wenst op te merken dat de beslissing van verwerende partij getuigt van een schending van de beginselen van behoorlijk bestuur.

Er is ook sprake van een contradictie in het inreisverbod. Er wordt zowel gesproken van een duurtijd van 3 als van 2 jaar.

Dat dit voor verzoeker zeer verwarrend is en het dan ook vernietigd dient te worden op basis van dit argument.

Vervolgens schendt deze beslissing het motiveringsbeginsel omtrent het inreisverbod

Dat de motivering m.b.t. het inreisverbod onvoldoende is.

Dat het duidelijk mag zijn dat verwerende partij gefaald heeft rekening te houden met art 74/11, §1 van de vreemdelingenwet; deze bepaald het volgende: "*§ 1. De duur van het inreisverbod wordt vastgesteld door rekening te houden met de specifieke omstandigheden van elk geval.* "

Bovendien werden er reeds verschillende arresten van uw Raad uitgesproken, waaruit duidelijk blijkt dat verwerende partij rekening dient te houden met alle elementen in het dossier van verzoeker alvorens een inreisverbod op te leggen.

Arrest nr. 92 111 van 27.11.2012 vermeldt immers het volgende: "*Daargelaten de vraag of de aanwezigheid van familie in België een voldoende wegend element is om het inreisverbod in te korten, dient de Raad vast te stellen dat waar de gemachtigde een inreisverbod oplegt voor de maximale termijn van drie jaar zonder enig onderzoek en motivering omtrent de specifieke omstandigheden van verzoeker en de duur van het inreisverbod, de gemachtigde, gezien de verstreckende gevolgen van een inreisverbod, op een onredelijke wijze heeft gehandeld. Een schending van de materiële motiveringsplicht werd aangenomen.*"

De motivering van dit arrest is natuurlijk ook van toepassing in huidig geschil zeker gezien de gevolgen van een inreisverbod van 3 jaar zodanig groot zijn.

Dat uit de bestreden motivering zeer duidelijk blijkt dat verwerende partij het zorgvuldigheidsbeginsel flagrant schendt door geen rekening te houden met de specifieke situatie van verzoeker en de actuele situatie in het land van herkomst, alsook in een en hetzelfde inreisverbod een duurtijd van 2 en 3 jaar op te leggen.

Dat alleen daarom al de beslissing moet vernietigd worden gezien de beslissing zichzelf tegenspreekt.

Men legt een verbod op voor 3 jaar, houdt slechts met enkele elementen in het dossier rekening te worden gehouden om te stellen dat een inreisverbod ten belope van 2 jaar niet proportioneel is. Deze tegenstrijdigheid geeft de onzorgvuldigheid weer waarmee dit dossier werd behandeld. Verzoeker heeft reeds in het verleden procédures gestart, m.n. een asielprocédure. Ook is zijn partner zwanger van hun eerste kindje reden te meer waarom hij niet kan terugkeren en haar dient bij te staan. Dat hier minstens onvoldoende rekening mee gehouden werd bij het nemen van de beslissing. Dat dit niet over het hoofd mag gezien worden en dit wel degelijk belangrijke informatie is waarmee rekening dient gehouden te worden en in tegenspraak is met de motivatie. Verwerende partij schendt dan ook in deze bestreden beslissing zwaar de motiveringsverplichting gezien zij niet afdoende verantwoorden waarom in casu een inreisverbod voor de termijn van 3 dan wel 2 jaar opgelegd moet worden. Er wordt geen afweging gemaakt van de gevolgen die dit inreisverbod zou hebben voor verzoeker, partner, familie en ongeboren kind. Verzoeker mag immers 3 dan wel 2 jaar jaar het Belgisch grondgebied en de staten die het Schengenacquis ten voile toepassen niet betreden, tenzij hij beschikt over de documenten die vereist zijn om er zich naar toe te begeven. Men tracht kost wat kost een negatieve beslissing te nemen, zonder een correcte en afdoende afweging te maken in het dossier van verzoeker! Verwerende partij weigert rekening te houden met alle en het geheel van elementen. Dat de verwerende partij rekening diende te houden met de specifieke situatie, het volledig dossier van verzoeker en alle aangehaalde elementen en stukken en het geheel van elementen. [...]”.

4. Discussion

4.1. Sur le moyen unique, le Conseil rappelle que l'obligation de motivation formelle à laquelle est tenue l'autorité administrative doit permettre au destinataire de la décision de connaître les raisons sur lesquelles se fonde celle-ci, sans que l'autorité ne soit toutefois tenue d'explicitier les motifs de ses motifs (voir notamment : C.E., arrêt 70.132 du 9 décembre 1997 ; C.E., arrêt 87.974 du 15 juin 2000). Il suffit, par conséquent, que la décision fasse apparaître de façon claire et non équivoque le raisonnement de son auteur afin de permettre au destinataire de la décision de comprendre les justifications de celle-ci et, le cas échéant, de pouvoir les contester dans le cadre d'un recours et, à la juridiction compétente, d'exercer son contrôle à ce sujet. Sur ce dernier point, le Conseil rappelle que le contrôle de légalité qu'il est amené à exercer dans le cadre d'un recours en annulation, comme en l'espèce, consiste, d'une part, à vérifier que l'autorité administrative n'a pas tenu pour établis des faits non étayés par le dossier administratif et, d'autre part, à vérifier qu'elle n'a pas donné des faits une interprétation manifestement erronée.

En l'espèce, le Conseil observe, à l'instar du requérant, que la décision querellée comporte une contradiction dès lors que la partie défenderesse a fixé la durée de l'interdiction d'entrée sur le territoire belge tantôt à trois ans, tantôt à deux ans de sorte qu'il n'est pas permis au requérant d'en appréhender sa portée.

4.2. Il s'ensuit que la partie défenderesse a violé son obligation de motivation formelle et le devoir de minutie qui lui incombent et que le moyen unique est, en ce sens, fondé et suffit à justifier l'annulation de l'interdiction d'entrée attaquée.

4.3. Dans sa note d'observations, la partie défenderesse n'apporte aucun élément de nature à renverser le constat qui précède.

5. Débats succincts

5.1. Le recours en annulation ne nécessitant que des débats succincts, il est fait application de l'article 36 de l'arrêté royal du 21 décembre 2006 fixant la procédure devant le Conseil du Contentieux des Etrangers.

5.2. Le Conseil étant en mesure de se prononcer directement sur le recours en annulation, il n'y a plus lieu de statuer sur la demande de suspension.

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article 1^{er}

La décision d'interdiction d'entrée, prise le 10 juin 2018, est annulée.

Article 2

La requête est rejetée pour le surplus.

Article 3

Il n'y a plus lieu de statuer sur la demande de suspension.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le trente et un août deux mille vingt et un par :

Mme V. DELAHAUT, présidente f.f., juge au contentieux des étrangers,

M. A. IGREK, greffier.

Le greffier, La présidente,

A. IGREK

V. DELAHAUT